

CONSEIL
DE TUTELLEDistr.
LIMITEET/COM.5/L.28
10 décembre 1953

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. HERMANN YENE
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

COPIE

YENE Hermann
Propriétaire-Restaurateur
B. P. 416
YACUNDE
CAMEROUN

YACUNDE, le 31 octobre 1953

à Messieurs le Président et les Membres
de l'Assemblée générale des Nations Unies-New-York-

Par pétition (T/PET.5/131), j'avais attiré la bienveillante attention des Membres de l'ONU sur les injustices dont je fus victime, de la part de l'Autorité administrante du Cameroun; cette pétition ayant fait l'objet de la résolution du 21 juillet dernier, du Conseil de tutelle, adoptée en sa 483ème séance.

J'ai l'honneur de rectifier ou plus exactement de réprover les allégations très fantaisistes du représentant de la France et les observations formulées par l'Autorité chargée de l'administration du Territoire, concernant un certain nombre de points soulevés dans ma pétition.

Il s'agit en effet d'une affaire qui a causé l'indignation de tout le monde et créé une atmosphère fort agitée dans tous les coins du Cameroun. Elle a provoqué le commentaire le plus lugubre de certains périodiques du Territoire, en l'occurrence celui d'un Ministre de la République française, M. le Docteur AUJOLAT qui a lancé sans ménagement des diatribes contre les monstruosité policières et les iniquités des services judiciaires du Cameroun. Les deux articles publiés par M. AUJOLAT n'ont jamais été frappés d'aucun démenti que ce soit, ni de la part de l'administration, ni de celle de la Justice et de la Police. Cet éminent personnage français qu'on ne saurait taxer de partial, se plaignait lui-même des atrocités et du mauvais fonctionnement

des services judiciaires du Cameroun. et M. AUJULAT continue en regrettant que la Justice avait systématiquement récusé son témoignage qui aurait dû sauvegarder ma cause; pourquoi a-t-on écarté l'audition du Dr AUJULAT ? C'est évidemment parce qu'on tenait à tout prix à me condamner en dépit de mon innocence et au grand mépris de l'équité. Je vous adresse sous ce même pli, deux numéros du Journal "LE CAMEROUN DE DEMAIN"^{1/}, lesquels apportent ainsi de la lumière aux accusations portées contre l'autorité administrante pour l'excès des abus et des mesures discriminatoires qu'elle fait peser sur la paisible population autochtone.

J'oppose à l'argumentation bien spécieuse de la puissance administrante, selon laquelle la discrimination raciale n'avait joué aucun rôle dans cette affaire et que du reste elle n'existe pas au Territoire, le démenti le plus formel :

1) J'avais déposé une plainte assortie des pièces à conviction (photos, certificat médical),; contre les deux policiers pour violences et voies de fait sur ma personne; la Justice l'a classée sans suite et pris en considération celle des policiers véritables, coupables;

2) Parce qu'il s'agissait d'un enfant noir, aucun constat ou enquête n'a été fait au moment de l'accident, laquelle pouvait seule établir d'une façon authentique la responsabilité pénale du conducteur dont les charges suffisantes se révélaient a priori à son encontre, bien que le représentant de la France parle d'une quelconque enquête qui n'a jamais été faite du moins à ma connaissance et qui reste bien apocryphe, du fait qu'aucun des témoins oculaires de l'accident n'a été entendu. Au lieu de faire cette enquête, la Police s'est intéressée à rafler les habitants du quartier de Awaè.

3) Reprenant l'exemple de l'Européen PERNY qui a été condamné par complaisance à deux ans de prison avec sursis et à dix mille francs de dommages-intérêts pour meurtre volontaire avec préméditation et guet-apens, et celui de mon affaire où pour un prétendu délit de coups et blessures on m'infligeait une peine de quatre mois de prison ferme et deux cent mille de dommages-intérêts. Nul meurtrier

^{1/} Note du Secrétariat : Les documents mentionnés comme annexes sont conservés par le Secrétariat et ils seront mis à la disposition des membres du Conseil de tutelle sur demande.

dans le monde n'ait bénéficié d'une telle mesure d'indulgence des juges. Avec le cas ci-dessus exposé, il est de toute évidence que la discrimination raciale existe encore au Territoire, avec toutes ses formes.

Au nom des considérations dont je viens de faire état, j'affirme avec force que la discrimination raciale a joué un rôle très grand dans mon affaire et toute accusation visant les pratiques discriminatoires reste valable et fondée.

Je réfute également la thèse harmonieusement échaufaudée par les policiers, selon laquelle j'avais tenté de prendre la fuite par une fenêtre ouverte et que ceinturé par deux inspecteurs de police, je m'étais débattu violemment, blessant les deux policiers qui étaient amenés à exercer des violences pour me maîtriser. C'est une thèse à la fois stupide et dénuée de toute vraisemblance. Il n'a été nullement question de fuite par la fenêtre ni des violences commises à l'endroit des policiers mais simplement d'une odieuse machination de la Police qui voulait se venger en me passant cruellement à tabac.

Messieurs les Membres, bien qu'on veuille nous faire croire que les questions soulevées dans ma pétition relèvent de la compétence des Tribunaux, il convient cependant de noter avec intérêt qu'au Cameroun, lorsqu'une affaire oppose un Blanc à un Noir, la Justice ne conserve plus son caractère impartial.

L'ONU doit adresser des recommandations à la puissance administrante pour la cessation de telles iniquités qui sont incompatibles avec les objectifs du régime international de Tutelle.

(signé) YENE.
